



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 129

## **Loi modifiant la Loi sur les cours municipales**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Gil Rémillard  
Ministre de la Justice**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1993**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi, qui modifie la Loi sur les cours municipales, a principalement pour objet d'assouplir la procédure d'établissement des cours municipales, que ce soit lors de l'établissement d'une cour commune à plusieurs municipalités ou d'une cour d'une municipalité régionale de comté. Il introduit de plus dans cette loi un mécanisme de nature à accélérer le traitement des demandes relatives aux cours municipales à l'occasion d'un regroupement de territoires municipaux.*

*Par ailleurs, le projet de loi supprime l'obligation de démontrer l'absence de causes pendantes, lors de l'abolition volontaire d'une cour municipale ou du retrait du territoire d'une municipalité de la compétence d'une cour municipale et remplace cette obligation par des dispositions qui, d'une part, préservent les recours intentés avant l'abolition volontaire ou forcée d'une cour municipale et, d'autre part, assurent l'exécution des jugements rendus avant cette abolition.*

*Enfin, ce projet de loi apporte à cette loi diverses modifications d'ordre technique.*

# Projet de loi 129

## **Loi modifiant la Loi sur les cours municipales**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 8 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01) est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « cour », de ce qui suit : « ou qui entend procéder soit à l'abolition de la cour municipale qu'elle a établie soit au retrait de son territoire de la compétence d'une telle cour ».

**2.** L'article 9 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Lorsqu'une seule des municipalités locales qui adoptent un tel règlement a établi une cour municipale locale pour desservir son territoire, l'entente peut prévoir que cette cour devient la cour municipale commune, suivant les conditions qui y sont prévues.

Lorsque des municipalités locales qui adoptent un tel règlement ont établi une cour municipale commune qui n'exerce sa compétence sur le territoire d'aucune autre municipalité, l'entente peut prévoir le transfert de l'administration de cette cour municipale commune à la municipalité régionale de comté, suivant les conditions prévues à l'entente.

Dans les cas prévus aux deuxième et troisième alinéas, le greffier et, le cas échéant, le greffier adjoint et le greffier suppléant nommés au chef-lieu de la cour municipale établie antérieurement à l'entente deviennent, sans autre formalité, respectivement greffier, greffier adjoint et greffier suppléant au chef-lieu de la cour municipale commune dont l'administration relève de la municipalité régionale de comté. ».

**3.** L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, de « qu'elle établit » par « qui est établie ».

**4.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 11, du suivant :

« **11.1** Lorsqu'une municipalité locale ne peut, compte tenu des circonstances, établir une cour municipale locale, ni conclure une entente d'établissement d'une cour municipale commune avec une municipalité locale dont le territoire est situé dans celui de la même municipalité régionale de comté ou de la même communauté urbaine ou avec la municipalité régionale de comté, ni adhérer à une telle entente, cette municipalité locale peut soit conclure toute entente prévue par la présente loi avec une autre municipalité régionale de comté dont le territoire est limitrophe à celui de la municipalité régionale de comté dans laquelle elle est située ou avec toute municipalité locale située dans le territoire d'une municipalité régionale de comté ou dans une communauté urbaine limitrophes, soit adhérer à une telle entente, pourvu que les autres prescriptions prévues par la présente loi soient respectées. ».

**5.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, de ce qui suit :

#### « SECTION II.1

##### « DEMANDES RELATIVES AUX COURS MUNICIPALES À L'OCCASION D'UN REGROUPEMENT OU D'UNE ANNEXION DE TERRITOIRES MUNICIPAUX

« **18.1** Le ministre des Affaires municipales donne avis au ministre de la Justice de toute demande commune de regroupement de territoires municipaux ou de tout règlement d'annexion qu'il reçoit.

« **18.2** Devient, sans autre formalité, la cour municipale de la municipalité issue du regroupement de territoires municipaux, à compter de l'entrée en vigueur du décret pris en application de l'article 108 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9) :

1° la cour municipale locale qui, au moment de la demande commune de regroupement de territoires municipaux fondée sur l'article 85 de cette loi, a compétence sur le territoire d'une seule des municipalités parties à la demande commune de regroupement ;

2° la cour municipale commune qui, au moment de la demande commune de regroupement de territoires municipaux fondée sur l'article 85 de cette loi, a compétence sur le territoire d'au moins deux des municipalités parties à la demande commune de regroupement,

pourvu que cette cour municipale n'ait pas compétence sur le territoire d'une municipalité qui n'est pas partie à la demande commune de regroupement.

Le présent article s'applique pourvu qu'une seule cour municipale, locale ou commune suivant le cas, ait été établie au moment de la demande commune de regroupement de territoires municipaux.

Le ministre de la Justice en informe le public par voie de la *Gazette officielle du Québec* ou par tout autre moyen qu'il croit approprié.

« **18.3** Dans tout autre cas que ceux visés à l'article 18.2 où une ou des cours municipales ont compétence sur le territoire d'une ou plusieurs municipalités parties à une demande commune de regroupement de territoires municipaux fondée sur l'article 85 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale, cette demande doit comporter, suivant les prescriptions de la présente loi, des dispositions relatives à ces cours municipales.

Lorsque, suivant la demande, une cour municipale, établie par l'une des municipalités parties à cette demande, aura compétence sur le territoire de la municipalité résultant du regroupement, la demande doit être accompagnée, notamment, d'une entente prévoyant l'extension de la compétence de cette cour municipale sur le territoire de la municipalité issue du regroupement.

Le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité demanderesse ayant la population la plus élevée, au moment où il transmet au ministre des Affaires municipales la demande commune de regroupement des territoires municipaux, la fait également parvenir au ministre de la Justice, accompagnée, le cas échéant, de tout règlement ou de toute entente requis par la présente loi.

Tout décret relatif à la cour municipale ne peut être pris ni entrer en vigueur avant le décret pris en application de l'article 108 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale. ».

**6.** Le texte anglais de l'article 55 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du premier alinéa et dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « at least » par les mots « less than ».

**7.** L'article 102 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « dont il était déjà saisi » par « inscrites sur l'un des rôles d'audience de la cour ».

**8.** L'article 103 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, de « dont le juge n'a pas été saisi » par « qui n'ont pas été inscrites sur l'un des rôles d'audience de la cour avant la prise d'effet du décret ».

**9.** L'article 111 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 2° du premier alinéa.

**10.** Les articles 116 et 117 de cette loi sont abrogés.

**11.** Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'intitulé du chapitre VIII, de ce qui suit :

#### « SECTION IV

##### « EFFETS DE L'ABOLITION

« **117.1** Le juge de la cour demeure compétent, malgré, le cas échéant, l'article 39, pour entendre et disposer des causes inscrites sur l'un des rôles d'audience de la cour avant la prise d'effet de l'abolition de la cour municipale ou du retrait du territoire d'une municipalité de la compétence d'une cour municipale ; il siège à cette fin, à l'endroit indiqué par le décret.

« **117.2** Dans le mois qui suit la date de prise d'effet du décret d'abolition ou de retrait, le greffier de la cour est tenu de transférer aux greffes des tribunaux compétents tous les dossiers relatifs aux causes pendantes à l'égard du territoire desservi par la cour ou, selon le cas, du territoire retiré de la compétence de la cour et qui n'ont pas été inscrites sur l'un des rôles d'audience de la cour avant la prise d'effet de l'abolition ou du retrait.

Toutefois, lorsqu'une cour municipale est établie à la suite de l'abolition d'une cour municipale ou du retrait du territoire d'une municipalité de la compétence d'une cour municipale, le greffier est tenu de transférer au greffe de la cour municipale ainsi établie, dans le mois qui suit la date de prise d'effet du décret d'établissement de cette cour, les dossiers relatifs aux causes pendantes à l'égard du territoire desservi par la cour abolie ou du territoire retiré de la compétence de la cour et qui n'ont pas été inscrites sur l'un des rôles d'audience de la cour avant la prise d'effet de l'abolition ou du retrait.

Le greffier en donne avis aux parties.

« **117.3** L'exécution des jugements rendus conformément aux dispositions du Code de procédure pénale par le juge de la cour

municipale avant la prise d'effet de l'abolition de la cour municipale ou du retrait du territoire d'une municipalité de la compétence d'une cour municipale est faite ou, selon le cas, poursuivie :

1° à compter de la date de prise d'effet du décret d'abolition, par le percepteur désigné pour le district judiciaire dans lequel est située la municipalité, lorsque la cour municipale est abolie ;

2° à compter de la date de prise d'effet du décret de retrait, soit par le percepteur désigné pour le district judiciaire dans lequel est située la municipalité, soit par le percepteur désigné pour la cour municipale compétente avant la date de prise d'effet du décret de retrait, lorsque le territoire d'une municipalité est retiré de la compétence de la cour ;

3° à compter de la date de prise d'effet du décret d'établissement d'une cour municipale, par le percepteur désigné pour la cour municipale compétente après la date de prise d'effet du décret d'établissement, lorsqu'une cour municipale est établie à la suite de l'abolition de la cour ou du retrait du territoire de la compétence de la cour.

Les pouvoirs conférés à un juge en vertu du chapitre XIII de ce code pour l'exécution de ces jugements sont, à compter de la date de prise d'effet du décret, exercés, suivant le cas, par un juge de la juridiction compétente.

« **117.4** L'exécution forcée des jugements rendus conformément aux dispositions du Code de procédure civile par le juge de la cour municipale avant la prise d'effet du décret d'abolition ou de retrait est faite ou, selon le cas, poursuivie :

1° à compter de la date de prise d'effet du décret d'abolition, devant le tribunal compétent dans le district judiciaire dans lequel est située la municipalité, lorsque la cour municipale est abolie ;

2° à compter de la date de prise d'effet du décret de retrait, soit devant le tribunal compétent dans le district judiciaire dans lequel est située la municipalité, soit devant la cour municipale compétente avant la date de prise d'effet du décret de retrait, lorsque le territoire d'une municipalité est retiré de la compétence de la cour ;

3° à compter de la date de prise d'effet du décret d'établissement d'une cour municipale, devant la cour municipale compétente à compter de la date de prise d'effet du décret d'établissement, lorsqu'une cour municipale est établie à la suite de l'abolition de la cour ou du retrait du territoire de la compétence de la cour.

« **117.5** Pendant la période requise pour l'application des dispositions de la présente section :

1° les règlements sur les frais que peut prendre le gouvernement en vertu de l'article 77 ou du Code de procédure pénale continuent, le cas échéant, de s'appliquer, malgré l'abolition d'une cour municipale ou le retrait du territoire d'une municipalité de la compétence d'une cour municipale ;

2° le greffier et, s'il y a lieu, le greffier suppléant continuent d'exercer les fonctions qui leur sont dévolues par la présente loi, malgré, le cas échéant, l'abolition de la cour ;

3° les municipalités continuent de défrayer les dépenses de maintien de la cour et de son greffe ainsi que la rémunération, les conditions de travail et les avantages sociaux du juge et du personnel de la cour nécessaire. ».

**12.** L'article 206 de cette loi est abrogé.

**13.** L'article 208 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**14.** Est réputée non écrite toute condition d'une entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune, conclue avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), et suivant laquelle une municipalité doit démontrer, lorsqu'elle entend abolir la cour municipale commune ou retirer son territoire de la compétence d'une cour municipale commune, qu'il n'y a plus de causes pendantes à l'égard de son territoire.

**15.** Malgré l'article 13, les demandes de retrait du territoire d'une municipalité de la compétence d'une cour municipale visées au deuxième alinéa de l'article 208 de la Loi sur les cours municipales et reçues par le ministre de la Justice avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) demeurent assujetties aux règles en vigueur le 31 mars 1991.

**16.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).